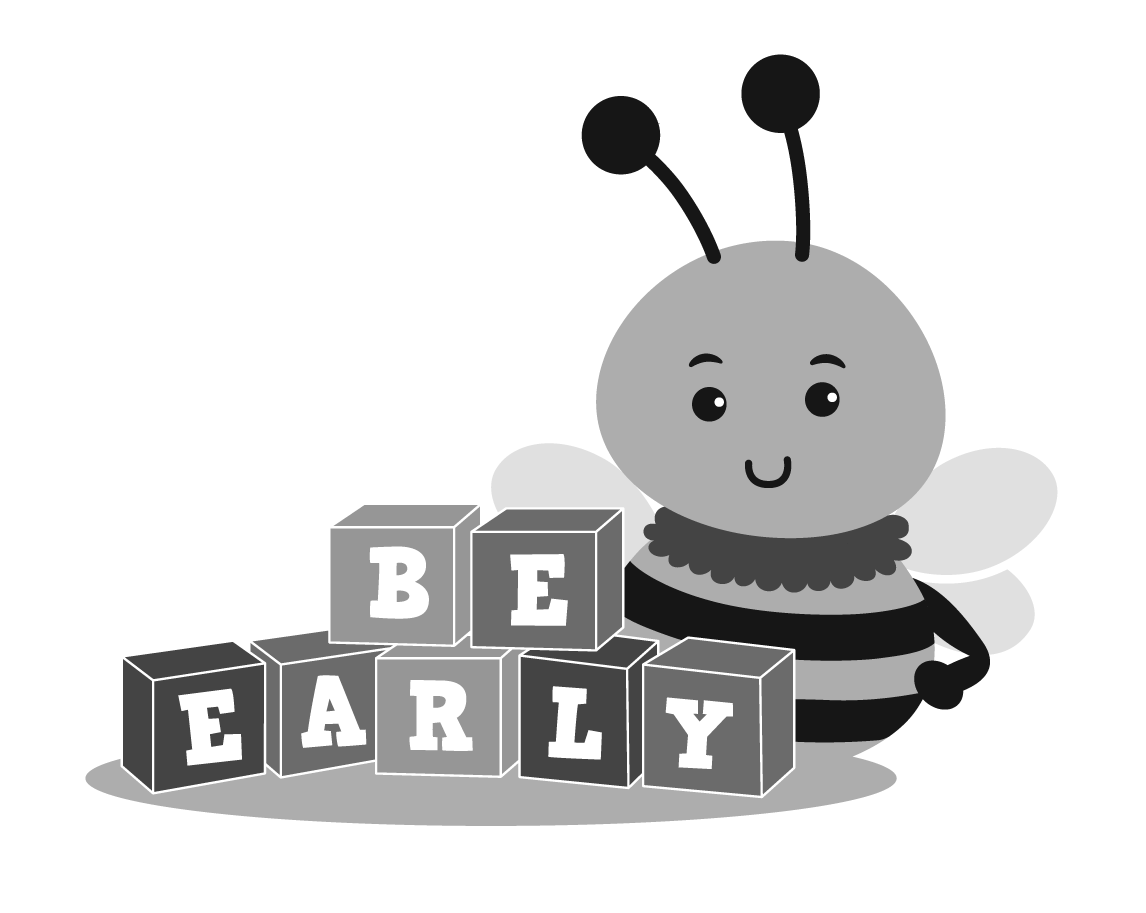
**A picture containing vector graphics

Description automatically generatedProgramme pour nourrissons et tout-petits**

Notification des droits de l’enfant et de la famille



Section d'intervention précoce

Division du bien-être de l'enfant et de la famille

Caroline du Nord Département de la santé et des services sociaux

(919) 707-5520

Avril 2013 | Décembre 2020 | Mai 2022

Téléchargez des copies supplémentaires sur [*www.ncdhhs.gov/itp-beearly*](http://www.ncdhhs.gov/itp-beearly)

Programme pour nourrissons et tout-petits de Caroline du Nord

Les coordonnées

Mon agence locale de services de développement pour enfants (CDSA) est :

L’adresse de CDSA est:

Le numéro de téléphone de CDSA est:

Le numéro de fax de CDSA est:

Mon coordonnateur des services d'intervention précoce (EISC) est :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Son numéro de téléphone est:

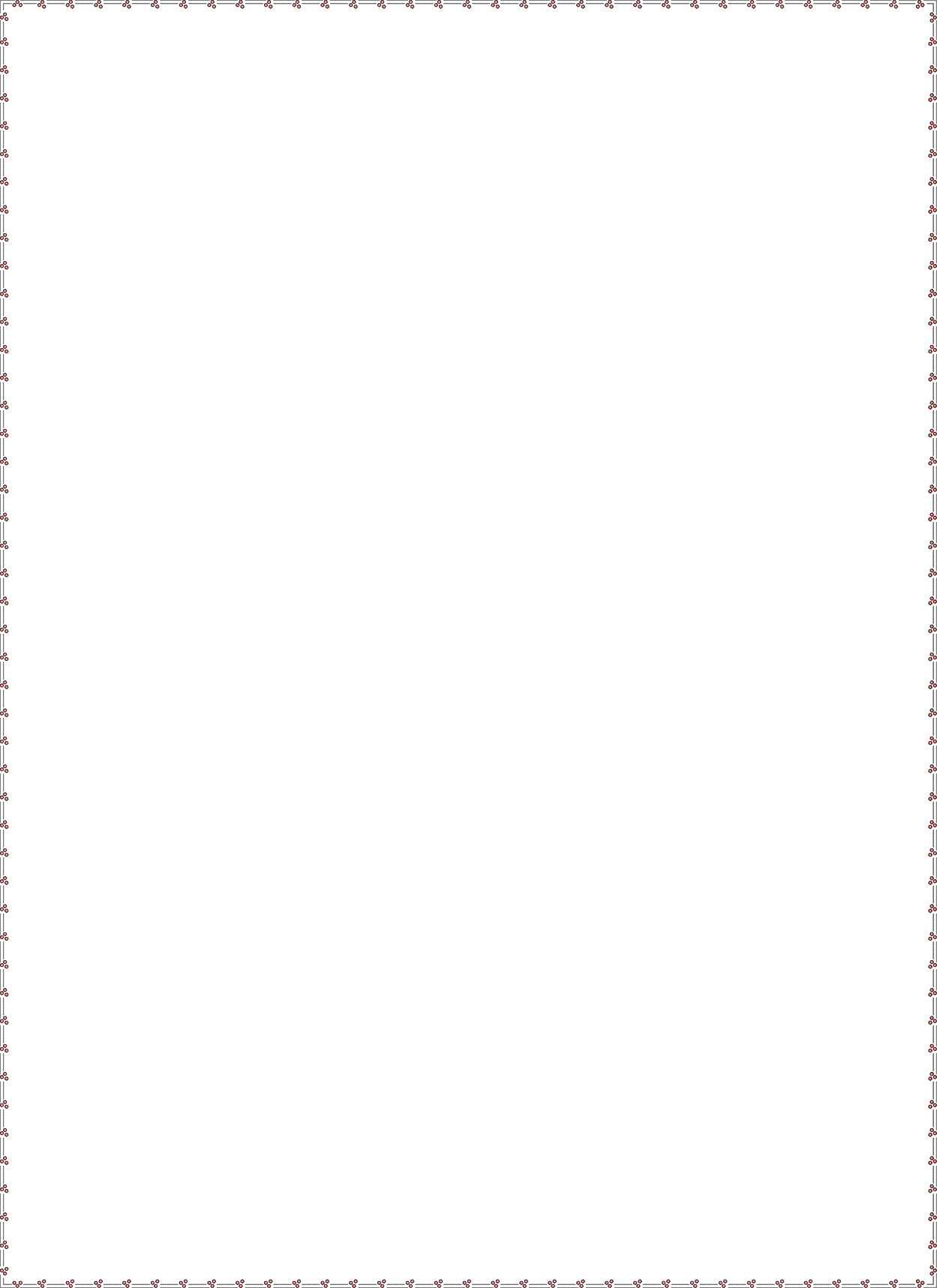
*D’autres coordonnées:*

Adresse:

Courrier électronique :

Téléphone cellulaire:

Remarque :



Programme pour nourrissons et tout-petits de Caroline du Nord

Notification des droits de l’enfant et de la famille

La notification des droits de l'enfant et de la famille du programme pour nourrissons et tout-petits de Caroline du Nord décrite les droits de votre famille, tels que définis par la loi fédérale connue sous le nom de Loi sur l'éducation des personnes handicapées (IDEA). La partie C du (IDEA) prévoit des services d'intervention précoce pour les nourrissons et les tout-petits admissibles (de la naissance au troisième anniversaire). En Caroline du Nord, le système de la partie C du (IDEA) est connu sous le nom de programme d'intervention précoce ou programme pour nourrissons et tout-petits (ITP).

L'agence responsable du programme pour nourrissons et tout-petits de Caroline du Nord (ITP) est la section d'intervention précoce de la Division du bien-être de l'enfant et de la famille de Caroline du Nord. Au niveau local, les agences de services de développement pour enfants (CDSA) de la section d'intervention précoce administrent, supervisent et surveillent les programmes et les activités du programme pour nourrissons et tout-petits. Il existe 16 CDSA à travers l'État qui fournissent un accès aux services du programme pour nourrissons et tout-petits et les surveillent. Les CDSA servent les 100 comtés de Caroline du Nord dans des circonscriptions à un ou plusieurs comtés.

Ce document est une notification officielle de vos droits en vertu des lois et règlements fédéraux. Certains des termes qu'il contient peuvent être étranges pour vous. Par conséquent, nous définissons certains mots lorsqu'ils apparaissent pour la première fois dans le document et d'autres dans le glossaire à la fin de ce document. Les mots définis dans le glossaire ou tels qu'ils apparaissent dans le document sont indiqués en gras tels qu'ils apparaissent dans le texte.

Le coordonnateur des services d'intervention précoce (EISC) qui aide votre famille peut suggérer des ressources et des documents supplémentaires pour vous aider à comprendre vos droits.



**Table des matières**

[INTRODUCTION 1](#_Toc135950101)

[PRÉAVIS 2](#_Toc135950102)

[CONSTEMENT PARENTAL 2](#_Toc135950103)

[EXAMEN DES REGISTRES 4](#_Toc135950104)

[CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS 5](#_Toc135950105)

[RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS 6](#_Toc135950106)

[Médiation 6](#_Toc135950107)

[Procédure judiciaire officielle 7](#_Toc135950108)

[Plainte d’état 9](#_Toc135950110)

[PARENT DE SUBSTITUTION 10](#_Toc135950111)

[GLOSSAIRE 11](#_Toc135950112)



# INTRODUCTION

Le programme pour nourrissons et tout-petits (N.C. ITP) est conçu pour maximiser la participation familiale et garantir le consentement parental (la permission) à chaque mesure du processus d'intervention précoce, qui commence par la référence et se poursuit lorsque nous décidons si votre enfant est admissible et planifions et fournissons les services dont votre enfant et votre famille ont besoin.

Le N.C. ITP fait partie d'un système national d'intervention précoce décrit dans la partie C d'une loi fédérale appelée la Loi sur l'éducation des personnes handicapées (IDEA). Les règlements fédéraux pour le programme d'intervention précoce (décrits dans la partie 303 du Code des règlements fédéraux 34 CFR) s'appliquent au N.C. ITP.

Le N.C. ITP comprend des garanties de procédures pour protéger les droits du programme des enfants qui sont aiguillés et/ou inscrits à l'ITP, et de leurs parents. Les parents doivent être informés de ces garanties de procédures telles que définies en vertu du Code des règlements fédéraux au 34 CFR 303.400-438, y compris les options de règlement des différends au 34 CFR 303.430-438, afin qu'ils puissent être activement impliqués et jouer un rôle dans les services fournis à leur enfant et à leur famille. Ce document des droits des parents est une notification officielle des garanties de procédures des enfants et des familles telles que définies dans la réglementation fédérale de la partie C.

La participation au N.C. ITP est volontaire pour vous et votre famille. Dans le N.C. ITP, vous disposez des droits suivants :

* La possibilité d'une **évaluation** multidisciplinaire pour voir si votre enfant est admissible s'il n'a pas de condition établie ou s'il a un retard de développement établi basé sur des dossiers médicaux ou autres de votre enfant et, s'il est admissible, des **analyses** et le développement d’un plan de service familial individualisé (IFSP) dans les quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la référence.
* Si admissible sous le N.C. ITP, le droit de recevoir des **services d'intervention précoce** appropriés et de manière opportune pour votre enfant et votre famille, tels qu'identifiés dans IFSP, dans les 30 jours du service étant ajouté à l’IFSP.
* Le droit de recevoir une évaluation, des analyses, le développement de l’IFSP, la coordination des services et des garanties de procédures sans frais pour les familles.
* Le droit d'accepter ou de refuser des évaluations pour la détermination de l'admissibilité, des analyses et/ou des services.
* Le droit d'avoir une invitation écrite et de participer à toutes les réunions de l’IFSP.
* Le droit de recevoir un préavis écrit de dix (10) jours calendaires avant qu'un changement ne soit proposé ou refusé dans l'identification, l'évaluation ou le placement (où votre enfant reçoit des services) de votre enfant, ou dans la prestation de services à votre enfant ou à votre famille .
* Le droit de recevoir des services dans **l'environnement naturel** de votre enfant dans la mesure maximale appropriée pour répondre aux besoins de développement de votre enfant.
* Le droit de garder les **informations** **personnellement identifiables** confidentielles.
* Le droit d'obtenir gratuitement une copie initial du dossier d'intervention précoce de votre enfant.
* Le droit d'examiner et de corriger les dossiers d'intervention précoce, le cas échéant.
* Le droit de recevoir une copie gratuite de chaque évaluation d'admissibilité, détermination et analyse de l'enfant, l'analyse de la famille et de l’IFSP dès que possible après chaque réunion de l’IFSP.
* Le droit à une **procédure judiciaire officielle** pour résoudre les plaintes concernant toute question relative à l'identification, l'évaluation, l'admissibilité, le placement (où votre enfant reçoit des services) ou la prestation de services d'intervention précoce à votre enfant.
* La possibilité d'une **médiation** volontaire pour résoudre tout différend relatif à toute question relevant des politiques du programme pour nourrissons et tout-petits.
* Le droit de déposer une **plainte d’état** si une agence de l'État, une agence locale ou un fournisseur individuel a enfreint une exigence fédérale ou de l’état de la partie C.
* Le droit à un règlement rapide des plaintes.

En plus de ces droits généraux, vous avez le droit d'être informé des garanties de procédures spécifiques en vertu de la N.C ITP (Partie C de l’IDEA, sous-partie E), qui sont décrits dans les pages suivantes.

# PRÉAVIS

Un préavis écrit doit vous donner dix (10) jours calendaires avant le N.C. Le programme pour nourrissons et tout-petits, par l'agence des services de développement pour enfants (CDSA) de la Section d'intervention précoce, prend certaines mesures. Vous pouvez procéder plus rapidement que 10 jours calendaires si vous le souhaitez. Ces actions consistent à proposer ou à refuser d'initier ou de changer l'identification, l'évaluation ou le placement (où votre enfant reçoit des services) de votre enfant, ou la prestation de services d'intervention précoce à votre enfant et à votre famille.

La notification écrite doit vous informer à propos:

* Action qui a été proposée ou refusée.
* Les raisons de proposer ou de refuser l'action.
* Toutes les garanties de procédures disponibles en vertu de la N.C. ITP pour cette action.
* Le N.C. ITP la procédure judiciaire de plainte, y compris une description de la façon de déposer une plainte et les délais de ces procédures. (Voir la section "*Résolution des différends*" de ce document.)

La notification doit être rédigée dans un langage compréhensible pour le grand public et fournie dans votre langue maternelle ou dans la langue que vous utilisez normalement, à moins qu'il ne soit clairement pas possible de le faire.

Si votre langue maternelle ou tout autre mode de communication n'est pas une langue écrite, CDSA doit prendre des mesures pour s'assurer que :

* La notification est traduite oralement ou par d'autres moyens pour vous dans votre langue maternelle ou un autre mode de communication.
* Vous comprenez la notification.
* Il existe une preuve écrite que les exigences de cette section ont été respectées.

Si vous êtes sourd ou malentendant, aveugle ou n'avez pas de langue écrite, le mode de communication doit être celle que vous utilisez habituellement (comme la langue des signes, le braille ou la communication orale).

# CONSENTEMENT PARENTAL

Le consentement signifie que:

* Vous avez été pleinement informé des informations concernant à l'activité pour laquelle le consentement est sollicité. Les informations sont fournies dans votre langue maternelle ou votre méthode de communication, à moins qu'il ne soit clairement pas possible de le faire.
* Vous comprenez et acceptez par écrit la disposition de l'activité pour laquelle votre consentement est sollicité, et le consentement décrit l'activité et consignés dans les registres(le cas échéant) qui seront publiés et à qui les registres seront remis.
* Vous comprenez que l'octroi de votre consentement est volontaire de votre part et que vous pouvez révoquer votre consentement par écrit à tout moment.

Si vous révoquez votre consentement, cette révocation ne s'applique pas à une action qui a eu lieu avant la révocation du consentement.

Votre consentement écrit doit être demandé :

* Avant que les évaluations et les analyses de votre enfant ne soient effectuées.
* Avant que les services d'intervention précoce soient commencés.
* Avant que les prestations publiques ou l'assurance ou l'assurance privée ne soient utilisées pour payer les services.
* Avant la divulgation de **toute information personnellement** **identifiable**, sauf si la loi l'exige.

Si vous ne fournissez pas votre consentement, l'action ne peut pas être prise.

Les réglementations fédérales de la partie C (34 CFR 303.414) et la loi sur les droits en matière d’éducation familiale et la protection de la vie privée ou FERPA (34 CFR 99.31) exigent que le consentement parental soit obtenu avant que des informations personnellement identifiables ne soient :

* Divulgués à toute personne autrement que les responsables de l'entrepreneur ou du fournisseur en collectant ou en utilisant des informations en vertu de la partie C, sauf autorisation en vertu de la FERPA (34 CFR99.31).
* Utilisé à toute fin autre que pour répondre à une exigence en vertu de la partie C.

Les informations personnellement identifiables comprennent :

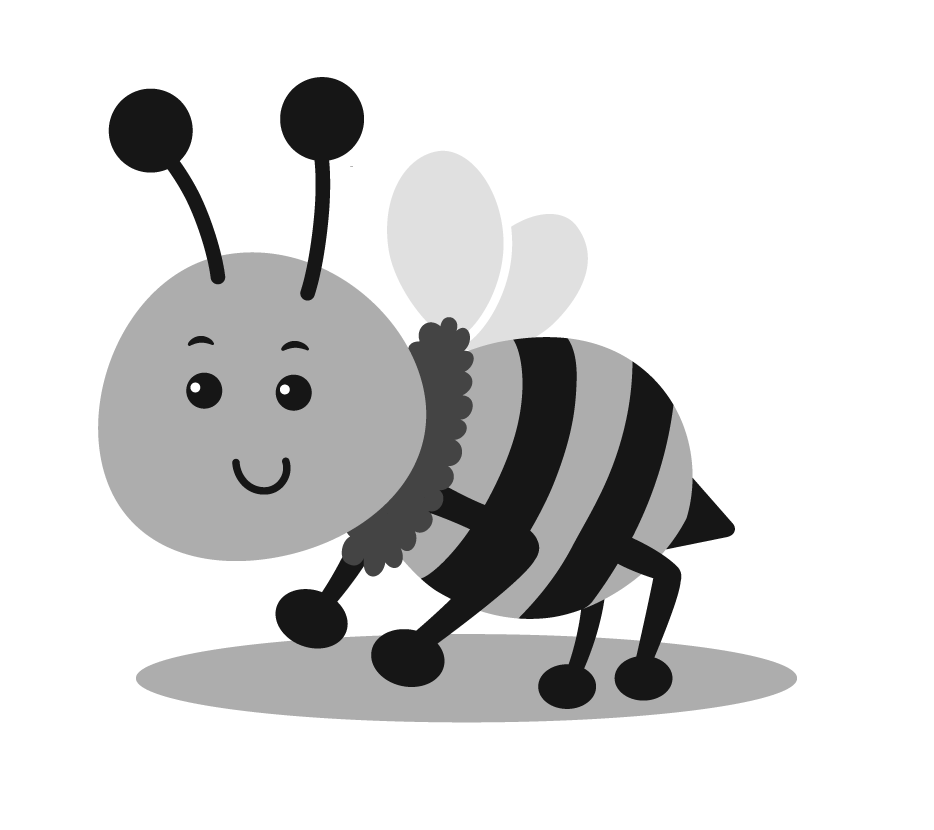
* Le nom de votre enfant ou le nom d'autres membres de la famille.
* L'adresse de votre enfant ou de la famille de votre enfant.
* Un identificateur personnel, tel que celui de votre enfant ou votre propre numéro de sécurité sociale.
* Une liste de caractéristiques personnelles ou d'autres informations qui rendraient l'identité de votre enfant facilement traçable.

Les informations du dossier d'intervention précoce de votre enfant ne peuvent pas être divulguées par un entrepreneur de services d'intervention précoce ou un fournisseur de services d'intervention précoce à d'autres agences sans votre consentement, sauf si l'entrepreneur ou le fournisseur est autorisé à le faire en vertu de la FERPA.

Sous FERPA et IDEA Partie C, le N.C. ITP est autorisé et requis de divulguer le nom et la date de naissance de votre enfant, ainsi que vos coordonnées (comprenant vos noms, adresses et numéros de téléphone) sans votre consentement à l'agence d'état et local de l'éducation où réside votre enfant. Ces informations sont nécessaires pour identifier tous les enfants potentiellement admissibles aux services dans le cadre de la partie B de l'IDEA.

Si vous ne donnez pas votre consentement pour l'évaluation, l'analyse ou les services d'intervention précoce, le N.C. ITP fera des efforts raisonnables pour s'assurer que vous :

* Sont pleinement conscients de la nature de l'évaluation, de l'analyse ou des services qui seraient disponibles.
* Comprenez que votre enfant ne pourra pas recevoir l'évaluation, l'analyse ou les services à moins d'avoir obtenu son consentement.

De plus, en tant que parent d'un enfant aiguillé ou admissible au N.C. ITP, vous pouvez accepter ou refuser tout service d'intervention précoce offert à votre enfant ou à d'autres membres de la famille sans compromettre les autres services d'intervention précoce. Vous pouvez également refuser un service après l'avoir accepté, sans compromettre les autres services d'intervention précoce.

# EXAMEN DES REGISTRES

Conformément aux procédures de confidentialité des informations décrites dans la section suivante, vous avez la possibilité d’inspecter et d'examiner tous les **registres d'intervention précoce** concernant votre enfant et votre famille qui sont collectés, conservés ou utilisés par le programme. Les dossiers peuvent être liés au dépistage, aux évaluations, aux analyses, à la détermination de l'admissibilité, au développement et à la mise en œuvre des IFSP, à la prestation de services d'intervention précoce et aux plaintes individuelles concernant les services de votre enfant. Cela inclut toute partie des dossiers d'intervention précoce de votre enfant.

**Droits d'accès** - Si vous faites une demande pour examiner le dossier de votre enfant, CDSA doit se conformer à votre demande sans délai nécessaire et en aucun cas plus de dix (10) jours calendaires après avoir fait la demande. CDSA se conformera à la demande avant toute réunion concernant l’IFSP ou toute audience relative à l'identification, l'évaluation, le placement ou la prestation de services d'intervention précoce appropriés.

Le droit d’inspecter et d'examiner les dossiers d'intervention précoce comprend :

* Le droit d’obtenir une réponse de la part de CDSA aux demandes raisonnables d'explications et d'interprétations des dossiers d'intervention précoce.
* Le droit de demander à CDSA de fournir des copies des dossiers d'intervention précoce contenant ces informations si le fait de ne pas fournir ces copies vous empêcherait effectivement d'exercer le droit d’inspecter et d'examiner les dossiers d'intervention précoce.
* Le droit de demander à quelqu'un qui vous représente d’inspecter et d'examiner les dossiers d'intervention précoce.

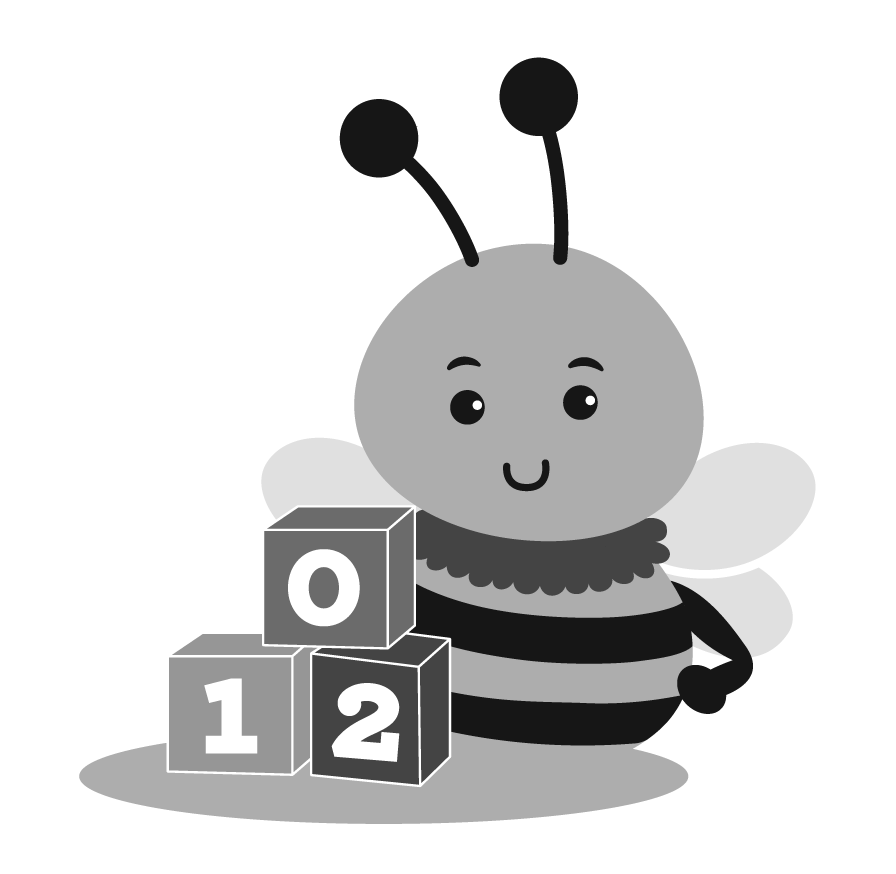
La CDSA suppose que vous avez le pouvoir d’inspecter et d'examiner les dossiers d'intervention précoce relatifs à votre enfant, à moins qu'il n'ait été notifié par écrit que vous n'avez pas l'autorité en vertu de la loi applicable de l'État ou d'une ordonnance judiciaire qui régit des sujets telles que la tutelle, la séparation et le divorce.

**Dossier d'accès** - Chaque CDSA doit conserver un dossier de toute personne ayant l'accès au dossier d'intervention précoce (à l'exception de l'accès par les parents et les employés autorisés par CDSA), y compris le nom de la personne, la date à laquelle l'accès a été donné et le but de laquelle la personne a été autorisée à utiliser le dossier d'intervention précoce.

Si un dossier d'intervention précoce comprend des informations sur plus d'un enfant, vous avez le droit d'inspecter et d'examiner uniquement les informations relatives à votre enfant, ou d'être informé de ces informations spécifiques concernant votre enfant.

CDSA peut vous fournir une liste des types et des emplacements des dossiers d'intervention précoce collectés, conservés ou utilisés par l'agence.

**Frais pour les dossiers** – CDSA peut exiger des frais pour les copies des dossiers d'intervention précoce si ces frais ne vous empêchent pas effectivement d'exercer votre droit d'inspecter et d'examiner les dossiers d'intervention précoce. CDSA doit vous fournir gratuitement, une copie de chaque évaluation, analyse de l'enfant, analyse de la famille et IFSP dès que possible après chaque réunion de l’IFSP. CDSA ne peut pas exiger de frais pour rechercher ou récupérer des informations.

**Modification des dossiers** - Si vous pensez que les informations contenues dans les dossiers d'intervention précoce recueillies, conservées ou autrement gérées par le programme pour nourrissons et tout-petits sont inexactes, erronées ou violent votre vie privée ou d'autres droits de vous ou de votre enfant, vous pouvez demander de CDSA ou de l'agence participante de modifier l’information.

CDSA doit déterminer s'il convient de modifier les informations conformément à votre demande, dans un délai raisonnable après réception d'une telle demande.

Si CDSA refuse de modifier les informations que vous avez demandées, CDSA doit vous informer du refus et vous conseiller de votre droit à une audience.

La section d'intervention précoce fournira la possibilité d'une audience pour contester les informations contenues dans les dossiers d'intervention précoce afin de s'assurer qu'elles ne sont pas inexactes, erronés ou autrement en violation de la vie privée ou d'autres droits de l'enfant.

Une audience a été tenue à cet égard doit être menée conformément aux procédures en vertu des règlements de loi fédérale sur les droits en matière d’éducation familiale et la protection de la vie privée (FERPA) figurant à 34 CFR 99.22. Vous pouvez également trouver ces procédures décrites dans les *bulletins de politique du programme pour les nourrissons et les tout-petits de la Caroline du Nord* pour *les garanties de procédures et le règlement des différends*.

Si l'audience entraîne la détermination que les informations sont inexactes, erronés ou autrement en violation de la vie privée ou d'autres droits de l'enfant, CDSA modifiera les informations en conséquence et vous en informera par écrit.

Si l'audience entraîne la détermination que les informations ne sont pas inexactes, erronés ou autrement en violation de la vie privée ou d'autres droits de l'enfant, vous avez le droit de placer une déclaration dans les dossiers d'intervention précoce de votre enfant commentant sur les informations et exposant les raisons de votre désaccord avec l'agence/fournisseur participant.

Toute explication versée dans les dossiers d'intervention précoce de l'enfant en vertu de cette section doit être conservée par CDSA dans le cadre des dossiers d'intervention précoce de l'enfant tant que le dossier d'intervention précoce ou la partie contestée (la partie du dossier avec laquelle vous n'êtes pas d’accord) est maintenu par la CDSA. Si les dossiers d'intervention précoce de l'enfant ou la partie contestée sont divulgués par CDSA à une partie, l'explication doit également être divulguée à cette partie.

# CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS

Les procédures de confidentialité décrites dans cette section s'appliquent aux informations personnellement identifiables concernant votre enfant et votre famille qui :

* Sont contenues dans les dossiers d'intervention précoce collectés, utilisés ou conservés par le programme pour nourrissons et tout-petits ou tout **agence participant,** et
* s'applique à partir du moment où votre enfant est aiguillé vers les services d'intervention précoce jusqu'à ce que les informations ne soient plus tenues d'être maintenu par le programme.

**Notification concernant la confidentialité**

Le N.C Le programme pour nourrissons et tout-petits doit vous donner une notification lorsque votre enfant est aiguillé vers CDSA qui est approprié pour vous informer pleinement des exigences en matière de confidentialité, notamment :

* Une description de l'enfant ou des enfants sur lesquels des informations personnellement identifiables sont conservées, les types de informations recherchées, les méthodes que le programme a l'intention d'utiliser pour recueillir les informations (comprenant les sources auprès desquelles les informations sont recueillis) et les usages qui seront fait des informations.
* Un résumé des politiques et des procédures que les agences participantes doivent suivre concernant le stockage, la divulgation à des tiers, la conservation et la **destruction** des informations personnellement identifiables.
* Une description de tous les droits du programme des parents et des enfants concernant ces informations, comprenant les droits en vertu de la loi fédérale sur les droits en matière d’éducation familiale et la protection de la vie privée (FERPA) et sa mise en œuvre des réglementations dans 34 CFR Partie 99A, une description de la mesure dans laquelle la notification est fournie dans les langues maternelles des différents groupes de population de l'État.

**Garanties de confidentialité**

Les garanties suivantes sont mises en place pour assurer la confidentialité des dossiers :

* Chaque agence/fournisseur participant protège la confidentialité des informations personnellement identifiables au cours de la collection, de la maintenance, d'utilisation, de stockage, de la **divulgation** et de la destruction.
* Au moins un responsable de chaque agence est chargé d'assurer la confidentialité de toutes informations personnellement identifiables.
* Toutes les personnes qui collectent ou utilisent des informations personnellement identifiables reçoivent une formation ou des instructions concernant le N.C. Les politiques, les procédures et les pratiques d'ITP telles qu'elles s'appliquent en vertu de la partie C de l'IDEA et FERPA.
* Chaque agence participante maintient, à l’inspection publique, une liste actuelle des noms et des postes des employés de l'agence qui ont un accès à des informations personnellement identifiables.

Les agences/fournisseurs participants doivent informer les parents lorsque les informations personnellement identifiables qui ont été collectées, conservées ou utilisées dans le cadre du programme pour nourrissons et tout-petits ne sont plus nécessaires pour fournir des services à l'enfant. Lorsqu'un parent est informé que cette information n'est plus nécessaire, l’information doit être détruite si une demande est faite par le parent. Cependant, un dossier permanent contenant le nom de l'enfant, sa date de naissance, les coordonnées des parents (comprenant l'adresse et le numéro de téléphone), les noms du ou des coordonnateurs de services et du ou des fournisseurs d'intervention précoce, et les données relatifs à la sortie (comprenant l'année et l'âge, et tous programmes auxquels vous avez participez lors la sortie) peuvent être maintenus sans limitation de durée

# RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si vous n'êtes pas d'accord avec une agence/un fournisseur participant sur l'identification, l'évaluation, le placement de votre enfant ou la prestation de services d'intervention précoce appropriés à votre enfant ou à votre famille, vous pouvez demander une résolution de vos préoccupations.

Le N.C Le programme pour nourrissons et tout-petits assure la résolution administrative en temps opportun des préoccupations à travers des méthodes informelles, telles que la discussion directe avec votre coordonnateur des services d'intervention précoce ou un autre contact de votre CDSA local. Le N.C. ITP propose également trois processus formels : la médiation, l'audience de procédure judiciaire officielle et les procédures de plainte d’état.

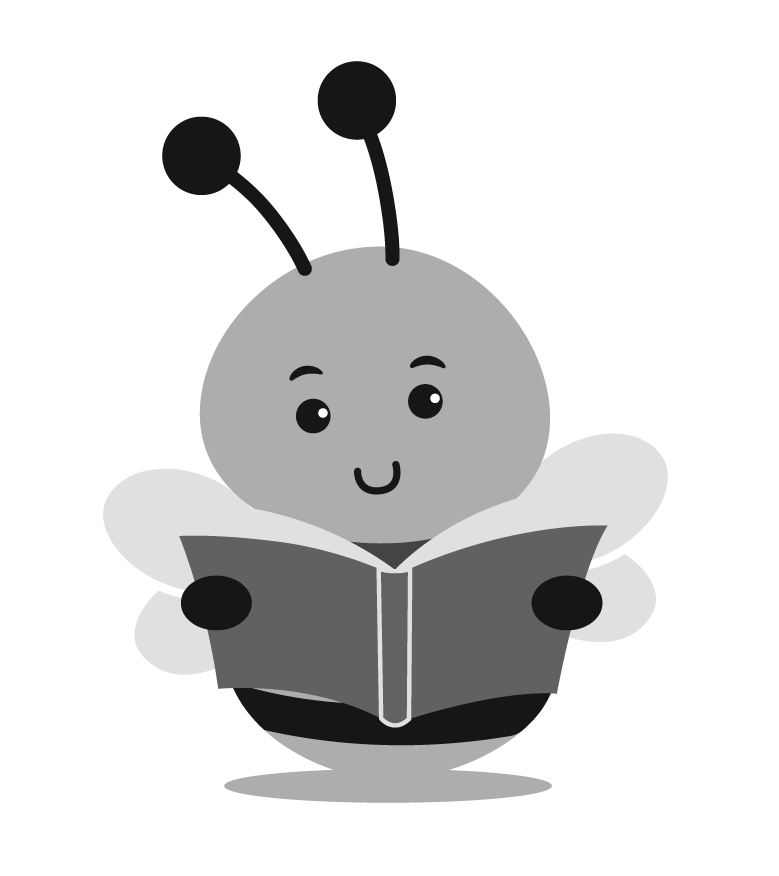
Toutes ces procédures sont disponibles gratuitement pour les familles.

**Médiation**

Le N.C. Le programme pour nourrissons et tout-petits rend la médiation disponible pour résoudre les désaccords. La médiation peut intervenir avant ou après le dépôt d'une audience de procédure judiciaire officielle ou d'une plainte d’état. En tant que parent, vous pouvez demander une médiation en remplissant et en envoyant par courrier au N.C. ITP Formulaire de demande du parent de la médiation à :

La médiation vous offre la possibilité de résoudre un désaccord de manière non contradictoire.

Elle est volontaire et doit être librement convenu entre les deux parties.



Early Intervention Section, Part C Director

Division of Child and Family Well-Being

1916 Mail Service Center

Raleigh, NC 27699-1916

Les procédures de médiation du programme pour nourrissons et tout-petits assurent que les médiations sont :

* Volontaire de la part de toutes les parties.
* Non utilisé pour refuser ou retarder votre droit à une audience de procédure judiciaire officielle, ou pour refuser tout autre droit que vous avez en vertu de la partie C de l'IDEA.
* Ils sont menés par un médiateur qualifié et impartial qui a été formé aux techniques de médiation efficaces.

Le N.C. ITP maintient une liste de personnes qui sont des médiateurs qualifiés et qui connaissent bien les lois et les règlements relatifs à la prestation de services d'intervention précoce. Les médiateurs doivent être choisis au hasard, par rotation ou sur une autre base impartiale.

**Impartialité de Médiateur** – Une personne agissant en tant que médiateur ne peut pas être un employé de la Section d'intervention précoce, d'un CDSA ou d'une prestation de services d'intervention précoce qui est impliqué dans la fourniture de services d'intervention précoce ou d'autres services à l'enfant ; et ne doit pas avoir un intérêt personnel ou professionnel qui est en conflit avec l'objectivité de la personne Une personne qui se qualifie par ailleurs comme un médiateur n'est pas un employé ou un fournisseur d'intervention précoce simplement parce qu’il/elle est payé(e) par l'agence ou le fournisseur pour servir comme un médiateur.

Le N.C. ITP est responsable du coût du processus de médiation, comprenant les coûts des réunions.

Chaque séance du processus de médiation doit être prévue en temps opportun et doit avoir lieu dans un lieu qui convient aux parties au différend.

Si un différend est résolu à travers le processus de médiation, les parties doivent signer un accord juridiquement contraignant qui décrit la résolution et stipule que

* Toutes les discussions qui ont eu lieu au cours du processus de médiation resteront confidentielles et ne pourront être utilisées comme preuve lors d'une audience de procédure judiciaire officielle ou d'une procédure judiciaire civile ultérieure devant un tribunal fédéral ou d'État de l'État recevant une assistance en vertu de la partie C.
* Un accord de médiation écrit et signé en vertu du présent paragraphe est applicable devant tout tribunal d'État compétent ou devant un tribunal de district des États-Unis.

Si vous choisissez de ne pas utiliser le processus de médiation, le N.C. ITP vous offrira la possibilité de rencontrer, à un moment et à un endroit approprié, avec une partie désintéressée, pour lui expliquer les avantages et encourager le recours à la médiation. La médiation ne vous empêche pas de demander à tout moment une audience impartiale de procédure judiciaire officielle ou une plainte d’état. Vous pouvez simultanément remplir une demande de médiation et une audience impartiale de procédure judiciaire officielle ou une plainte d’état.

**Procédure judiciaire officielle**

Vous pouvez demander une audience de procédure judiciaire officielle en remplissant et en envoyant par courrier au N.C. ITP Formulaire de demande du parent de la procédure judiciaire officielle à :

Early Intervention Section, Part C Director

Division of Child and Family Well-Being

1916 Mail Service Center

Raleigh, NC 27699-1916



Lorsqu'une plainte de procédure judiciaire officielle est reçue, un agent d'audience de procédure judiciaire officielle est nommé pour mettre en place le processus de résolution des plaintes. L’agent d’audience de la procédure judiciaire officielle doit :

* Connaître les dispositions de la partie C et les besoins et les services d'intervention précoce disponibles pour les nourrissons et les tout-petits handicapés et leurs familles et effectuer les responsabilités suivantes :
  + - Écoutez la présentation des points de vue pertinents à propos de la plainte, examinez toutes les informations pertinentes aux problèmes et cherchez à parvenir à une résolution rapide de la plainte.
    - Fournir un dossier de la procédure judiciaire aux frais de l'État, comprenant une décision écrite.
* Les agents d'audience de la procédure judiciaire officielle doivent être "impartiaux". Impartial signifie que la personne nommée pour agir en qualité d'agent d'audience de la procédure judiciaire officielle :
  + - n'est pas un employé de la Section d'intervention précoce, d'un CDSA ou d'un fournisseur de services d'intervention précoce impliqué dans la prestation de services d'intervention précoce ou de soins à l'enfant, et
    - n'a pas d'intérêt personnel ou professionnel qui serait en conflit avec son objectivité dans la mise en œuvre de l'audience de procédure judiciaire officielle.

Une personne qui se qualifie par ailleurs en tant qu'un agent d'audience de procédure judiciaire officielle n'est pas un employé de l'agence locale ou de l’état (Section d'intervention précoce ou CDSA), d’un entrepreneur de services d'intervention précoce ou du fournisseur de services d'intervention précoce uniquement parce que la personne est payée par l'agence ou le programme mettre en œuvre les dispositions relatives aux audiences de procédure judiciaire officielle.

Tout parent impliqué dans une audience de procédure judiciaire officielle a le droit de :

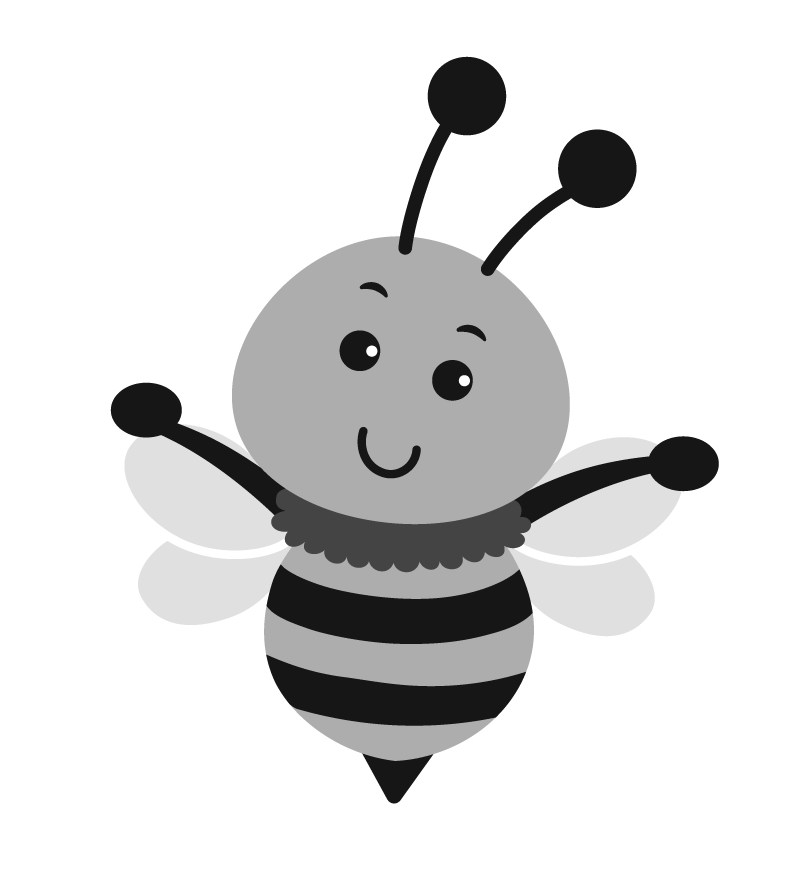
* Être accompagné et conseillé par un conseiller juridique et par des personnes ayant des connaissances ou une formation particulières en matière de services d'intervention précoce pour les nourrissons et les tout-petits handicapés.
* Présenter des preuves et confronter, contre-interroger et assigner des témoins à comparaître.
* Interdire l’introduction de toute preuve à l'audience qui n'a pas été divulguée au parent au moins cinq jours avant l'audience.
* Obtenir une transcription textuelle écrite ou électronique de l'audience gratuitement pour le parent.
* Recevoir une copie écrite des constatations de fait et des décisions gratuitement pour le parent.

Toute audience de procédure judiciaire officielle doit avoir lieu à un moment et à un endroit qui conviennent raisonnablement aux parents.

Le N.C. ITP doit s'assurer que, au plus tard trente (30) jours après la réception de la plainte de procédure juridique officielle d'un parent, l'audience de procédure juridique officielle est terminée et qu'une décision écrite est envoyée par courrier à chacune des parties. Un agent d'audience peut accorder des prolongations de délai spécifiques au-delà du délai de 30 jours à la demande du parent ou du fournisseur de services.

Toute partie lésée par les constatations et la décision rendue conformément à une audience de procédure judiciaire officielle ou d'une plainte d'État a le droit d'intenter une action civile devant un tribunal ou fédéral ou d’État.

Pendant la période de toute procédure impliquant une plainte de procédure judiciaire officielle, à moins que la Section d'intervention précoce et les parents d'un nourrisson ou d'un tout-petit handicapé n'en conviennent autrement, l'enfant doit continuer à recevoir les services d'intervention précoce appropriés dans le cadre identifié dans IFSP qui est consenti par les parents. Si la plainte de procédure judiciaire officielle comprenait une demande de services initiaux en vertu de la partie C, l'enfant doit recevoir les services qui ne sont pas contestés.



**Plainte d’état**

Le N.C Le programme pour nourrissons et tout-petits a des politiques et des procédures juridiques officielles pour résoudre les plaintes déposées par un individu ou une organisation (comprenant d'un autre État) alléguant qu'une agence de l'État, une agence locale ou un praticien individuel a violé une loi fédérale ou de l'état de l’exigence du programme pour nourrissons et tout-petits. La plainte doit être écrite, signée et inclure une déclaration de la violation alléguée et les faits sur lesquels la plainte est basée.

Les plaintes doivent être envoyées par courrier au N.C. ITP à l'adresse suivante:

Early Intervention Section, Part C Director

Division of Child and Family Well-Being

1916 Mail Service Center

Raleigh, NC 27699-1916

La violation alléguée doit avoir eu lieu au plus un an avant la date à laquelle la plainte est reçue par la Section d'intervention précoce de la Division du bien-être de l'enfant et de la famille. La partie qui dépose la plainte doit envoyer une copie de la plainte à l'agence publique ou au fournisseur de services d'intervention précoce au service de l'enfant en même temps que la partie dépose la plainte auprès de la Section d'intervention précoce.

La plainte doit être résolue dans les soixante (60) jours calendaires à compter de la réception d'une plainte écrite signée par la Section d'intervention précoce de la Division du bien-être de l'enfant et de la famille Une prolongation doit être autorisée si des circonstances exceptionnelles existent par l’agent de l’audience. Une prolongation ne peut pas être pour des raisons de commodité administrative. Dans les 60 jours suivant la réception de la plainte, la Section d'intervention précoce :

* Mener une enquête indépendante sur place, si la Section d'intervention précoce détermine qu'une enquête est nécessaire.
* Accorder au plaignant la possibilité de soumettre des informations supplémentaires, soit verbalement ou soit par écrit, concernant les allégations contenues dans la plainte.
* Fournir au CDSA ou à d'autres agences/fournisseurs d'intervention précoce la possibilité de répondre à la plainte, comprenant à la discrétion de la Section d'intervention précoce, une proposition pour résoudre la plainte et une possibilité pour toutes les parties de s'engager volontairement dans une médiation.
* Révisez toutes les informations pertinentes et déterminez de manière indépendante si la CDSA, l'agence publique ou le fournisseur d'intervention précoce viole une exigence de la partie C. écrite
* Rendez une décision écrite à la personne qui dépose la plainte qui traite de chaque allégation de la plainte et contient les constatations des faits et les conclusions ainsi que les raisons de la décision finale de l'agence responsable.
* Comprenez des procédures pour une mise en œuvre efficace de la décision finale de la section d'intervention précoce, comprenant des activités d'assistance technique, des négociations et des actions correctives pour atteindre la conformité si nécessaire.

Si la décision finale indique que les services appropriés n'ont pas été/ne sont pas fournis, la section d'intervention précoce doit aborder :

* L'incapacité à fournir des services appropriés, comprenant les mesures correctives appropriées pour répondre aux besoins de l'enfant et de la famille qui font l'objet de la plainte (tels que des services compensatoires ou un remboursement monétaire), et
* la prestation future appropriée de services pour tous les nourrissons et tout-petits handicapés qui sont admissibles au programme pour nourrissons et tout-petits et leurs familles.

La section d'intervention précoce autorise une prorogation du délai seulement si :

* Des circonstances exceptionnelles existent relativement à une plainte particulière.
* Le parent (ou l'individu ou l'organisation, si la médiation est disponible pour l'individu ou l'organisation en vertu des procédures judiciaires de l’état) et l'ITP, l'agence publique ou le fournisseur d'intervention précoce impliqué acceptent de s'engager volontairement dans la médiation.

Si une plainte écrite est reçue et fait également l'objet d'une audience de procédure judiciaire officielle ou contient plusieurs problèmes dont un ou plusieurs font partie de cette audience, le programme pour nourrissons et tout-petits doit ignorer toute partie de la plainte qui est traitée pendant l'audience de procédure judiciaire officielle jusqu'à la fin de l'audience. Cependant, toute question dans la plainte qui ne fait pas partie de l'audience de procédure judiciaire officielle doit être résolue en utilisant le délai et les procédures décrites dans cette section.

Si une question soulevée dans une plainte déposée a déjà été décidée pendant une audience de procédure judiciaire officielle impliquant les mêmes parties :

* La décision d'audience de procédure judiciaire officielle est contraignante sur cette question.
* Le Programme pour nourrissons et tout-petits doit informer le plaignant à cet effet.

Une plainte alléguant que le N.C. ITP l'incapacité d'une agence publique ou d'un fournisseur de services d'intervention précoce à mettre en œuvre une décision d'audience de procédure judiciaire officielle doit être résolue par la Section d'intervention précoce.

# PARENT DE SUBSTITUTION

Le programme pour nourrissons et tout-petits de Caroline du Nord nomme un parent de substitution si :

* Aucun **parent** ne peut être identifié.
* Des efforts raisonnables pour localiser un parent sont infructueux.
* L'enfant est un **pupille de l'État** tel que déterminé par les lois de la Caroline du Nord.

Un parent de substitution est une personne nommée pour jouer le rôle de parent et protéger les droits d'un enfant participant au programme pour nourrissons et tout-petits. L'appréciation d'une telle personne doit suivre des procédures spécifiques, qui comprennent des méthodes pour déterminer si l'enfant a besoin d'un parent de substitution ainsi que des étapes pour désigner un parent de substitution à l'enfant. ITP fera des efforts raisonnables pour s'assurer qu'un parent de substitution est désigné dans les trente (30) jours suivant la détermination de ce besoin.

Un parent de substitution :

* N'a pas d'intérêt particulier qui sera en conflit avec l'intérêt de l'enfant.
* Possède des connaissances et des compétences qui assurent une représentation adéquate de l'enfant.
* N'est pas un employé de l'un des N.C. CDSA du programme pour nourrissons et tout-petits, ou tout agence d’état, ou une personne ou un employé d'une personne fournissant des services d'intervention précoce à l'enfant, ou à tout autre membre de la famille de l'enfant.

Un parent de substitution peut représenter l'enfant dans toutes les affaires relatifs à:

* L'évaluation et l’analyse de l'enfant.
* Le développement et la mise en œuvre des IFSP de l'enfant, comprenant les évaluations, les analyses et les examens périodiques.
* Prestation en cours de services d'intervention précoce à l'enfant.
* Tout autre droit établi par la loi ou la réglementation fédérale ou la politique de N.C.ITP

# GLOSSAIRE

***Analyse***

L'analyse désigne les procédures judiciaires en cours utilisées par un personnel qualifié pour identifier les points forts et les besoins uniques de l'enfant et les services d'intervention précoce appropriés pour répondre à ces besoins tout au long de la période d'admissibilité de l'enfant en vertu de la partie C de IDEA et comprend l'analyse de l'enfant et l'analyse de la famille de l'enfant. Les analyses initiales font référence à l'analyse de l'enfant et à l'analyse de la famille effectuée avant la première réunion de l’IFSP de l'enfant.

***Les services d’intervention précoce appropriée***

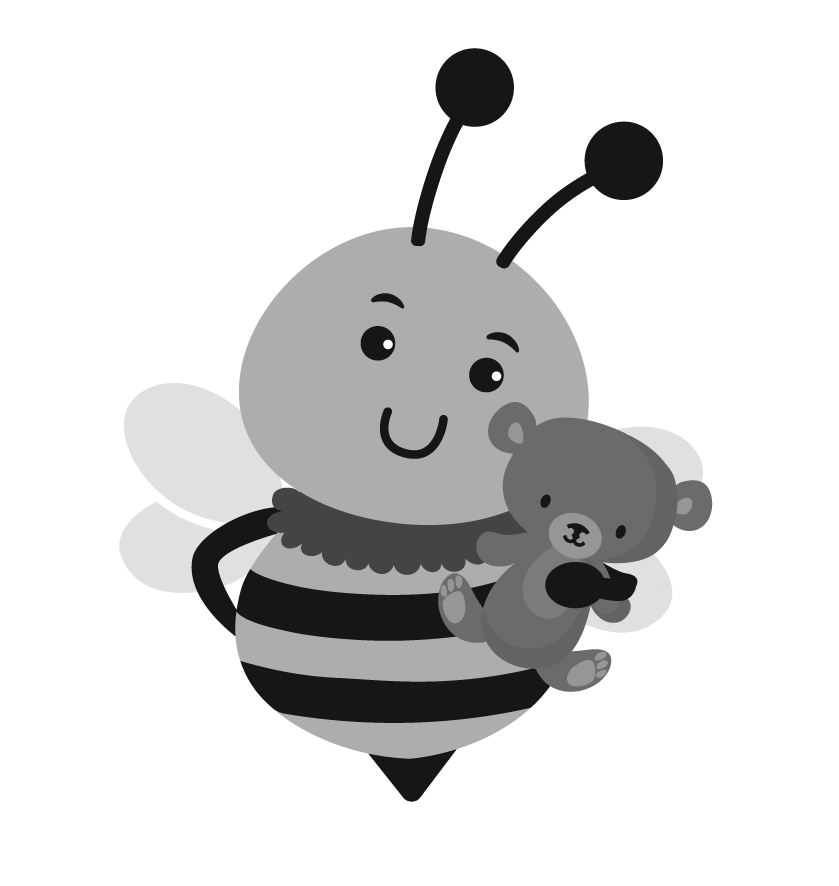
Les services d'intervention précoce appropriés sont déterminés à travers le processus de l’IFSP. IFSP doit contenir une déclaration des services d'intervention précoce spécifiques nécessaires pour répondre aux besoins uniques de l'enfant et de la famille afin d'atteindre les résultats identifiés dans IFSP. Les réglementations fédérales définissent les services d'intervention précoce comme des services qui "sont désignés pour répondre aux besoins de développement de chaque enfant admissible en vertu de cette partie [Partie C de IDEA] et aux besoins de la famille relatifs à l'amélioration du développement de l'enfant".

***La destruction des informations personnellement identifiables***

La destruction physique d'un dossier d'intervention précoce ou la suppression des identifiants individuels des informations afin qu'elles ne puissent pas être personnellement identifiables.

***Divulgation***

Pour permettre l'accès ou la libération, le transfert ou toute autre communication de N.C. ITP les enregistrements, ou les informations personnellement identifiables contenues dans ces dossiers, à toute partie. La divulgation peut être faite par de multiples moyens, comprenant des moyens oraux, écrits ou électroniques.

***Dossiers d'intervention précoce***

Les dossiers d'intervention précoce désignent tous les dossiers relatifs à un enfant qui doivent être collectés, conservés ou utilisés en vertu de la partie C de l'IDEA et des réglementations de la partie C de l'IDEA. Le terme de dossiers d'intervention précoce comprend le type de dossiers couverts par la définition de «dossiers d'éducation» dans 34 CFR Partie 99 (les règlements mettant en œuvre la loi fédérale sur les droits en matière d’éducation familiale et la protection de la vie privée de 1974, 20 U.S.C. 1232g (FERPA).

***Fournisseur de service d'intervention précoce***

Une agence publique ou privé ou professionnel qui reçoit des fonds publics pour fournir des services d'intervention précoce à un enfant admissible et à sa famille.

***Évaluation***

Les procédures judiciaires utilisées par le personnel qualifié pour déterminer l'admissibilité initiale et continue d'un enfant au programme pour nourrissons et tout-petits. Une évaluation initiale fait référence à l'évaluation de l'enfant pour déterminer son admissibilité initiale.

***Analyse axée sur la famille***

Une analyse effectuée par un personnel qualifié afin d'identifier les ressources, les priorités et les préoccupations de la famille ainsi que les soutiens et les services nécessaires pour améliorer la capacité de la famille à répondre aux besoins de développement de l'enfant.

***Plan de services familiaux individualisés (IFSP)***

Un plan écrit pour fournir des soutiens et des services d'intervention précoce aux enfants admissibles et à leur famille:

* est développé par l'équipe de l’IFSP, y compris la famille,
* est basé sur l'évaluation multidisciplinaire et la préoccupation de l'enfant et l'analyse axée sur la famille,
* comprend des résultats fonctionnels, des stratégies et des activités, et
* comprend les services nécessaires pour améliorer le développement de l'enfant et la capacité de la famille à répondre aux besoins de l'enfant.

***Médiation***

Un processus qui aide les parents des enfants inscrits, le N.C. Le programme pour nourrissons et tout-petits et les fournisseurs d'intervention précoce résolvent un désaccord dans une atmosphère informelle et non accusatoire. La médiation est volontaire et les deux parties doivent librement accepter d'y participer. Les deux parties participent à mettre en place un accord et doivent l’approuver. La médiation ne peut pas être utilisée pour refuser ou retarder le droit d'un parent à une audience impartiale de procédure judiciaire officielle ou à une plainte d’état.

***Multidisciplinaire***

L'implication de deux ou plusieurs disciplines professionnelles distinctes en ce qui concerne :

L'évaluation de l’enfant et les analyses de l'enfant et de la famille; et

L'équipe de l’IFSP, qui doit comprend l’implication du parent et de deux ou plusieurs personnes de disciplines professionnelles distinctes. L'une de ces personnes doit être le coordonnateur du service.

***Langue maternelle***

Lorsqu'il est utilisé pour désigner les personnes ayant une maîtrise limitée de l'anglais, la langue maternelle désigne la langue ou le mode de communication normalement utilisé par le parent de l'enfant.

Lors de la réalisation d'évaluations et d'analyses, la langue maternelle signifie également la langue normalement utilisée par l'enfant si cette langue est adaptée au développement de l'enfant.

***Environnements naturels***

Les milieux qui sont naturels ou typiques pour un nourrisson ou un tout-petit du même âge qui ne sont pas handicapée. Les environnements naturels peuvent inclure le domicile de l'enfant ou les milieux communautaires.

***Parent***

Un parent biologique ou adoptif d'un enfant.

Un parent adoptif, à moins que la loi d’état, les règlements ou les obligations contractuelles avec une entité locale ou de l’état qui interdit à un parent adoptif d'agir en tant que parent.

Un tuteur généralement autorisé à agir en tant que parent de l'enfant, ou autorisé à prendre des décisions d'intervention précoce, d'éducation, de santé ou de développement pour l'enfant (mais pas l'État si l'enfant est un pupille de l'État).

Une personne agissant à la place d'un parent biologique ou adoptif (comprenant un grand-parent, un beau-parent ou un autre parent) avec qui l'enfant vit.

Une personne qui est légalement responsable du bien-être de l'enfant.

Un parent de substitution.

***Agence participante***

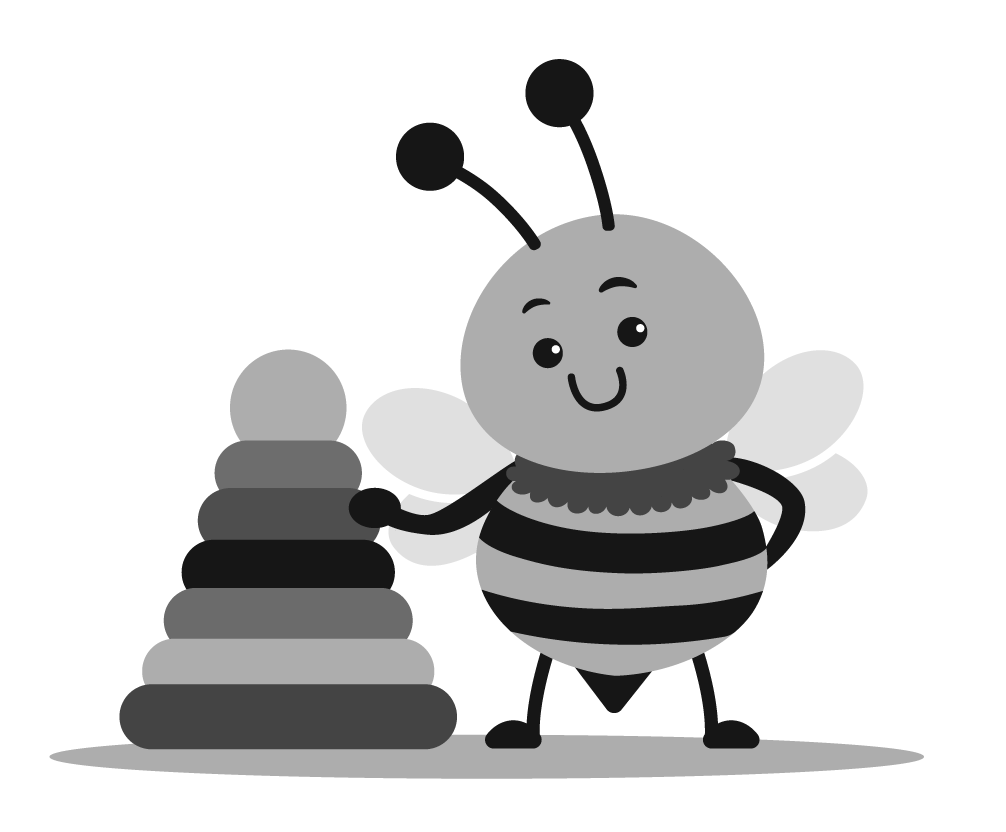
Agence participante désigne toute personne, agence, entité ou institution qui collecte, conserve ou utilise des informations personnellement identifiables pour mettre en œuvre les exigences de la partie C de l'IDEA pour le N.C. ITP et les réglementations de la partie C de l’IDEA quant à un enfant en particulier. Une agence participante comprend la section d'intervention précoce, les CDSA, les fournisseurs d'intervention précoce et toute personne ou entité qui fournit des services de la partie C (comprenant la coordination des services, les évaluations et les analyses et les autres services de la partie C). L'agence participante ne comprend pas les principales sources de référence (telles que les agences publiques comme Medicaid ou le programme d'assurance médicale pour enfants [CHIP]) ou les entités privées (telles que les compagnies d'assurance privées) qui agissent uniquement comme sources de financement pour les services de la partie C.

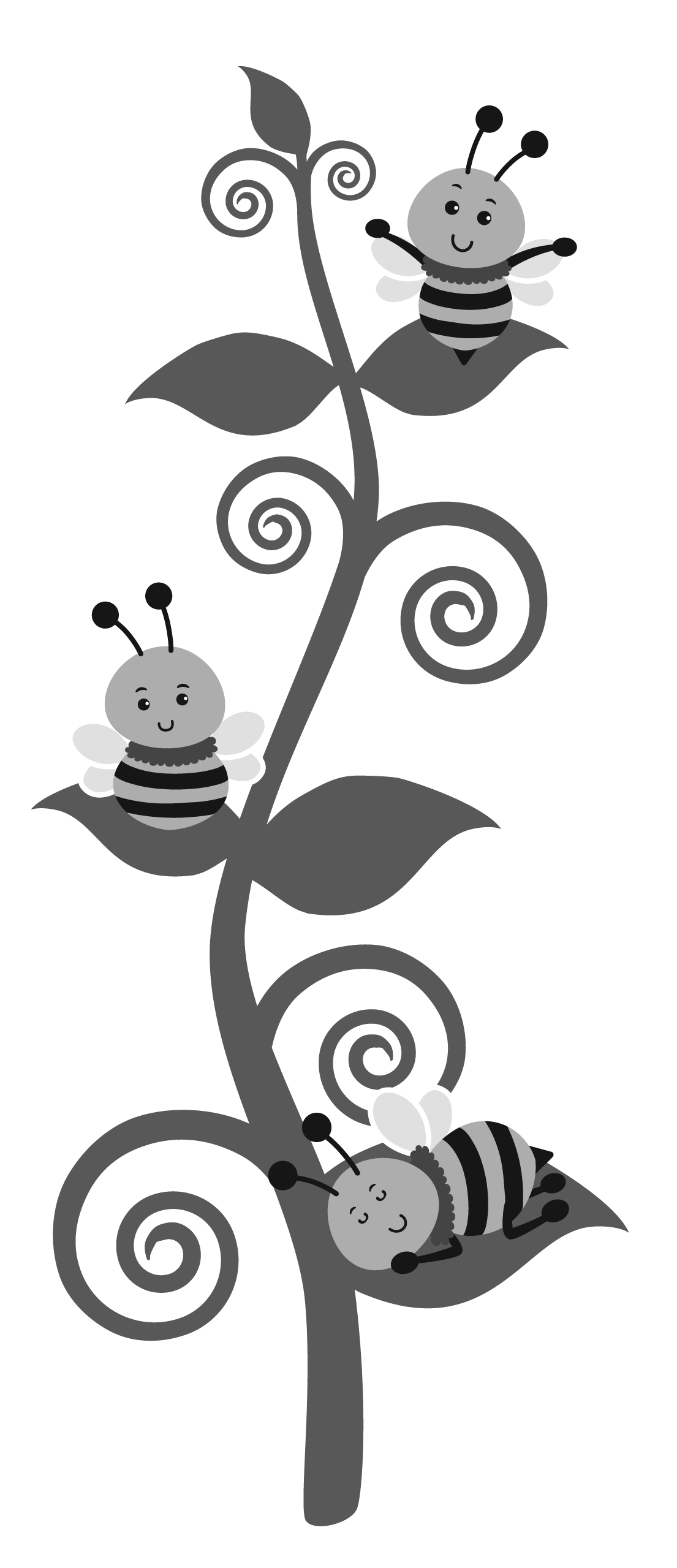
***Les informations personnellement identifiables*** comprennent :

* Le nom de votre enfant, votre nom ou les noms d'autres membres de la famille.
* L’adresse de votre enfant ou de votre famille.
* Un identifiant personnel tel que celui de votre enfant ou votre numéro de sécurité sociale.
* Autres identifiants indirects, tels que la date de naissance de votre enfant, son lieu de naissance ou le nom de jeune fille de sa mère.
* Une liste de caractéristiques personnelles ou d'autres informations qui permettraient d'identifier votre enfant avec une certitude raisonnable.
* Selon le programme d'intervention précoce, les informations demandées par une personne qui connaît raisonnablement l'identité de votre enfant.

***Pupille de l'État***

Un enfant est considéré comme un pupille de l'État lorsqu'un département des services sociaux du comté se voit confier la garde légale de l'enfant et a la responsabilité et l'autorité légales de prendre des décisions concernant l'enfant, même si le parent naturel ou adoptif est connu, disponible et intéressé dans la représentation de l'enfant.





**Caroline du Nord**

**Programme pour nourrissons et tout-petits**



Département de la santé et des services sociaux de la Caroline du Nord

Division du bien-être de l'enfant et de la famille

Section d'intervention précoce

[www.ncdhhs.gov](http://www.ncdhhs.gov)

[www.ncdhhs.gov/division-child-and-family-well-being](https://www.ncdhhs.gov/divisions/division-child-and-family-well-being)

www.ncdhhs.gov/itp-beearly

La permission de reproduction est accordée

Avril 2013 | Mai 2022

recycle*Le département de la Santé et des Services sociaux ne fait aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale, le sexe, la religion, l'âge ou  
handicap dans l'emploi ou la prestation de services.*